



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale de la Protection des Populations
Environnement

Nice, le **16 DEC. 2025**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société RECORD France
Zone Industrielle les 3 Moulins – 544 rue des 3 Moulins
ANTIBES (06 160)

Arrêté préfectoral de mise en demeure

n°973

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13 254 en date du 15 décembre 2008 ;
VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé 2025_540, établi à la suite du contrôle des installations réalisé le 30 septembre 2025 et transmis à l'exploitant par courrier électronique le 21 octobre 2025, conformément aux articles L.171-6, L.171-8 et L.514-5 du Code de l'environnement ;
VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société RECORD France, située 544 rue des Trois Moulins sur la commune d'ANTIBES, est connue des services de l'État pour la présence d'une tour aéroréfrigérante soumise à déclaration au titre de la rubrique 2921-1 de la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de cette installation doit se faire conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 et aux dispositions du Code de l'environnement concernant les installations à déclaration ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.7 I. 1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé impose qu'une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion de légionelles soit menée sur l'installation ; que celle-ci est revue a minima tous les deux ans et comporte de façon explicite l'ensemble des éléments décrits ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 30 septembre 2025, l'inspection de l'environnement a constaté que :

- l'exploitant n'a pas revu son analyse méthodique des risques (AMR) depuis 2019, et le délai réglementaire, qui impose une révision au minimum tous les deux ans, n'est donc pas respecté ;
- l'AMR présentée est incomplète ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.7 I. 1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

- CONSIDÉRANT** que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment vis-à-vis du risque de dispersion de légionelles dans l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que le non-respect de ces prescriptions est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société RECORD France de respecter les prescriptions de l'article 3.7 I. 1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1.

La société RECORD France, immatriculée sous le SIRET 03 652 015 300 028 et dont le siège social est situé 544 rue des 3 Moulins, ZI les 3 Moulins, 06 160 ANTIBES, exploitant des installations de traitement de surface à la même adresse, est mise en demeure, de se conformer aux prescriptions énoncées ci-dessous, selon les délais précisés :

Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 3.7.I.1.a) de l'annexe I de l'arrêté du 14 décembre 2013 en transmettant l'analyse méthodique des risques à jour comprenant tous les éléments précisés dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Article 2.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté relève du contentieux de pleine juridiction.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification ou de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux (2) mois.

Le Tribunal administratif de Nice peut être saisi d'une requête déposée via l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 4. Publicité et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société RECORD France et publié sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de deux (2) mois, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au Secrétaire Général de la Préfecture ;
- au Sous-Préfet de Grasse ;
- au Maire d'Antibes ;
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Les destinataires précités seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
SG 4931

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

